

ET SI LE BURUNDI SE REVEILLAIT!!!!



SECRETARIAT NATIONAL EN CHARGE DU REDRESSEMENT DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

REGARD SUR LE PASSÉ (Sixième partie)

DIASPORA BURUNDAISE: UN ENNEMI À COMBATTRE OU UN PARTENAIRE À MOBILISER?

A. Profil d'un exilé

Trois constats principaux:

- L'Exil n'est pas un choix, mais un dernier recours
- Exilé, mais un cœur toujours Burundais
- Diaspora, Potentiel Partenaire de Développement



1) L'Exil n'est pas un choix mais un dernier recours

Aucune personne ne choisit de quitter son pays et d'aller demander refuge dans un autre pays étranger de son propre gré.

D'autant plus que les Burundais sont très attachés à leur cher pays, qu'ils ont toujours vanté comme le plus beau pays du monde, la « **Suisse d'Afrique** », le « **Pays du lait et du miel** », et d'autres qualificatifs combien élogieux.

Avant l'indépendance du Burundi, avec l'introduction par le colonisateur de '**l'impôt de Capitation**', des burundais ont pris le chemin de l'exil dans les pays voisins pour travailler et gagner un revenu monétaire leur permettant de payer l'impôt.

C'est ainsi que des Burundais se sont retrouvés travaillant dans les plantations de canne à sucre en Ouganda, dans la construction du chemin de fer en Tanzanie, etc. Certains de ces Burundais sont rentrés, d'autres ont préféré s'établir définitivement dans les pays d'accueil et se sont intégrés dans ces sociétés.

Malheureusement, même après l'indépendance du Burundi, le mouvement d'exil s'est poursuivi :

- ⇒ ce sont les politiques d'exclusion ou d'injustice sociale qui ont fait fuir les Burundais hors de leur pays ;
- ⇒ ce sont des crises ethno-politiques ayant caractérisé le Burundi depuis 50 ans et qui ont fait des ravages au sein des populations, avec des centaines de milliers de morts, des millions de déplacés intérieurs, des blessés graves, des veufs/ves et des orphelins, qui ont conduit nombre de Burundais à aller chercher un abri dans des pays lointains : 1965, 1972, 1988, 1993, et le cycle continue.

Ces problèmes politiques ont exacerbé la pauvreté et le chômage des jeunes. Ces derniers, n'ayant pas pu trouver un emploi décent dans le secteur urbain, partent à l'aventure pour chercher un lendemain meilleur, en tentant le tout pour le tout, souvent avec des risques énormes pour leur vie.

Aujourd'hui, les organisations internationales recensent environ 400.000 Burundais se trouvant éparpillés à travers le monde, en Afrique, et particulièrement dans les pays voisins, en Europe, en Amérique, en Asie, en Australie.

Tous ceux qui ont fait cette aventure vous diront que ce n'est pas une partie de plaisir. En plus des risques pour sa propre vie, le réfugié est traité de tous les maux : **mendiant, usurpateur de ressources du pays d'accueil, responsable des difficultés financières du pays, de la montée de la criminalité, et des vols, etc.**

Ceux qui n'ont pas la chance d'être acceptés, sont embarqués dans des charters et retournent chez eux. Même ceux qui sont acceptés comme réfugiés, les mauvais traitements qu'ils subissent amènent certains à penser à claquer la porte et rentrer chez soi.

Ils préféreraient être maltraités chez eux plutôt que de subir une humiliation dans un pays étranger. Beaucoup ont tenu et ont même obtenu les nationalités des pays d'accueil.

2) Exilé, mais un cœur toujours Burundais

Un immigré est confronté à un double dilemme : ***non seulement il n'est pas intégré dans le pays d'accueil, mais même son pays d'origine ne le voit pas d'un bon œil.***

On parle de fuite de cerveaux, d'abandon de son pays. Les exilés sont accusés d'alimenter l'opposition aux régimes en place, etc. Et pourtant, le Burundais, où qu'il se trouve, est toujours fier d'être Burundais, quelque soit les conditions dans lesquelles il est parti. Même ceux qui ont intégré d'autres sociétés, ils gardent leur cœur vers leur pays d'origine ou le pays de leurs parents.

Il y a plusieurs anecdotes à ce propos, dont le même Secrétaire National qui vous présente cette note a été directement témoin :

- ⇒ ***« un jour que nous nous promenions dans la ville de Kampala, un sexagénaire ougandais nous a entendus parler en Kirundi, alors il est venu vers nous et nous a abordés en Kirundi en disant : « Mbega mur'ab'iwacu i Burundi ? » [Etes-vous de chez nous au Burundi]? Nous étions surpris d'entendre un Ougandais qui parlait notre langue. Il nous a par la suite informés que ses parents ont migré en Ouganda dans les années 50, en provenance du Burundi. Lui est Ougandais de naissance et n'avait jamais visité le Burundi, à part quelques histoires sur le Burundi que son père lui contait souvent » ;***
- ⇒ Une autre anecdote est celle d'un homme d'affaires Burundais, qui était allé ouvrir un compte bancaire dans une Banque de Kampala. Pendant qu'il attendait les documents à signer, il a senti soif. Voyant un Monsieur qui passait à côté, il a pensé qu'il était parmi ces gens qui vendaient des articles dans la rue. Alors, il lui demanda s'il pouvait aller lui acheter un Coca-Cola. Le Monsieur s'exécuta. Au moment où il était sorti, un des agents de la Banque vint lui demander ce qu'il venait de faire : ***« Savez-vous que le Monsieur à qui vous avez demandé de vous acheter un Coca est le patron de cette Banque ? »*** A ce moment même, le Monsieur rentra avec un Coca-Cola et le lui remit. Notre homme d'affaires Burundais s'excusa.

Mais l'autre le prit très sportivement et lui répondit le tout simplement du monde et en Kirundi, en disant: « ***Mu Kirundi iwanyu muvuga ngo uwanka kugambararirwa atuma ukuze*** ». Il se faisait que le Monsieur en question avait des origines burundaises. Il lui raconta comment ses parents sont venus en Ouganda dans les années 50, et que malgré qu'il était Ougandais, il se sentait Burundais de cœur.

Il y a certainement pleins d'autres exemples et d'anecdotes du genre.

3) Diaspora, Potentiel Partenaire de Développement

En Afrique et dans le monde, la Diaspora représente un partenaire indéniable pour le développement de son pays d'origine.

⇒ ***D'abord, par les transferts des membres de la Diaspora*** : une étude récente d'une institution internationale, vient de révéler que les transferts des migrants Africains résidant en dehors du continent ont dépassé le montant de l'aide au développement fourni par les donateurs. C'est l'argent que les membres des Diasporas envoient aux membres de leurs familles restés au pays.

Nous savons également que les Burundais résidant à l'étranger envoient de l'argent à leurs familles. Mais, malheureusement, les statistiques publiées par les institutions internationales montrent que le Burundi ne bénéficie que d'un montant dérisoire de transferts des migrants burundais résidant à l'étranger, à savoir 4 millions de dollars américains par an, alors que les pays voisins sont plus performants dans ce domaine.

Par exemple, les transferts des Rwandais résidant à l'étranger sont passés d'un montant de 4 millions de dollars en 1997 à plus de 170 millions de dollars en 2010, grâce à une politique de mobilisation assez dynamique. Aujourd'hui, la diaspora rwandaise s'est développée, structurée et renforcée pour devenir un réel interlocuteur valable du Gouvernement dans ses programmes de développement. En moyenne, chaque rwandais se trouvant à l'étranger, transfère dans son pays d'origine plus de 600\$ par an, et le montant va en augmentant, compte tenu des stratégies que le Gouvernement a mises en place.

L'Ouganda parvient à mobiliser presque 1 milliard de dollars chaque année de sa diaspora, ce qui représente presque 60% de l'aide que le pays reçoit de ses partenaires.

Au Kenya, les envois de fonds des migrants représentent la troisième source de devises du pays, après les exportations de fleurs et de thé. En 2011, les envois de fonds se sont élevés à environ 2,2 milliards de dollars américains, dépassant le montant de l'aide publique au développement, qui s'élevait durant la même année, à 1,7 milliards de dollars américains.

ALLIANCE INTORE
POUR UN PAYS INTEGRE TOURNE VERS UN AVENIR PROSPERE

Depuis le début des années 1990, le Kenya a été boycotté par la communauté internationale, qui a presque suspendu toute aide publique au développement à ce pays, et le pays a pu survivre grâce à ses exportations et les transferts de sa Diaspora.

Mais que manque-t-il au Burundi pour mobiliser sa diaspora et bénéficier de son assistance financière et technique, au même titre que les partenaires classiques ?

- ⇒ **Ensuite, c'est par les transferts des compétences techniques** : selon la Banque Mondiale, le nombre de burundais ayant migré en dehors du Burundi s'élèverait à environ 360.000, dont 10%, soit 36.000, sont hautement qualifiés, c'est-à-dire disposant de diplômes universitaires dans des domaines divers.

Ces chiffres sont certainement sous-estimés car ils n'incluent pas les réfugiés en attente de régularisation, ou les réfugiés qu'on appelle politiques.

Tableau 3 : Taille de la Diaspora Burundaise

Afrique	Europe	Amérique et Canada	Asie et Océanie	Total
Tanzanie: 151.313	Belgique: 4.991	Canada : 4.860	Australie : 1.261	356.427
Uganda: 101.826	Pays-Bas: 2.698	Etats-Unis : 1.117	Nlle Zélande : 128	
Rwanda: 44.785	Royaume-Uni : 2.678	Autres : 27	Japon : 15	
Autres: 36.206	France : 1.370	Total : 6.004	Autres : 27	
Total : 334.130	Allemagne : 740		Total : 1.431	
	Italie : 693			
	Suède : 515			
	Danemark : 391			
	Suisse : 388			
	Norvège : 180			
	Espagne : 121			
	Autres : 97			
	Total : 14.862			

[Source: The World Bank: Migration and Remittances 2010]

N.B. : Ces chiffres sont indicatifs et peuvent même être supérieurs, ils sont certainement significatifs des potentialités que la Diaspora Burundaise offre à son pays d'origine.

Des institutions internationales, telle que la Banque Mondiale, le PNUD, l'Organisation Internationale des Migrations, et d'autres ont institué des mécanismes pour mettre à contribution les compétences des migrants africains dans leurs pays d'origine.

Mais le Burundi n'en pas profité suffisamment, surtout qu'en tant que pays aux rythmes des conflits répétitifs, il en avait besoin.

Un Expert Burundais, a, dans sa note publiée en 2012, préconisé plusieurs approches de mobilisation de la diaspora burundaise, pour en faire de vrais partenaires de développement.

Mais ces approches ne peuvent être efficaces que s'il existe une vraie politique nationale qui redore la vraie image de la diaspora burundaise et qui définit les axes d'intervention.

- ⇒ ***Ensuite, c'est par l'Investissement Privé*** : bon nombre de Burundais résidant à l'étranger souhaiteraient placer leur épargne dans leur pays d'origine. Mais le cadre ne s'y prête pas pour prendre un tel risque. Avec une insécurité constante, une corruption généralisée, une absence complète de cadre incitatif, autant d'éléments qui découragent d'éventuels aventuriers.

Ceux qui se risquent à envoyer de l'argent pour investir au Burundi sont souvent déçus, et des fois leur argent se volatilise. Certains se contentent d'investir dans l'immobilier, plus sûr, en construisant ou achetant des maisons. Même là, il n'y a aucun outil pour évaluer ces investissements effectués par les Burundais.

L'idéal serait de séduire tout burundais qui souhaiterait investir au Burundi, en lui offrant certains avantages, tels que les terrains, les exonérations sur les équipements importés et la facilitation par des crédits dans les Banques locales. Des fonds d'investissements pourraient être mobilisés auprès des institutions internationales, comme la Banque Mondiale.

- ⇒ ***Enfin, solliciter la Diaspora pour donner des avis sur les politiques menés au Burundi*** : la Diaspora est constituée de Burundais ayant des compétences dans plusieurs domaines. Ils aiment leur pays et lui souhaitent un bon avenir.

C'est pourquoi, nombre de Burundais sont affligés de voir comment leur pays est géré et, tous les Clans et diverses appartenances confondus, sont prêts à contribuer pour trouver une solution. Malheureusement, le pouvoir en place à Bujumbura voit la Diaspora avec méfiance. Il considère que les diasporas sont constituées d'opposants au régime et que rien de bon ne peut venir d'eux.

Ne pouvant les contrôler et les surveiller à l'instar des citoyens de l'intérieur du pays, ils préfèrent les tenir à l'écart et ne pas les impliquer dans les politiques du pays. Notons que les diasporas, dans leur essence même, sont apolitiques et toute intervention est orientée directement vers les populations nécessiteuses.

Cela n'empêche pas que les individus aient des sensibilités pour tel ou tel parti politique, ou qu'ils soient de telle ou telle tendance, mais lorsqu'il s'agit d'intervenir pour leur pays, ils le font sans considérer la nature du parti au pouvoir.

Plusieurs pays, y compris ceux développés ou en transition, ont déjà pris les mesures nécessaires pour courtiser les membres des diasporas et les intégrer dans leurs politiques nationales de développement.

Le Burundi ne devrait pas faire l'exception, surtout au regard des derniers chiffres de baisse des ressources tant intérieures qu'extérieures.

Ni la marginalisation, ni la diabolisation de la diaspora ne constituent des approches pragmatiques, surtout dans le présent contexte de crise, où chaque Burundais, où qu'il se trouve, doit être mis à contribution. L'Union Africaine considère la Diaspora Africaine comme une sixième partie de l'Afrique (**Nord, Australe, Est, Occidentale, Centrale, Diaspora**) et a sollicité tous les pays africains d'impliquer les Diasporas dans les politiques de développement de leurs pays d'origine.

L'environnement international actuel, marqué par les crises financières et les rétrécissements de l'aide au développement, ne laisse pas assez de marge de manœuvre pour de telles spéculations. Le Burundi doit faire appel à toutes ses filles et fils pour la reconstruction de la Nation.

B. Comment mobiliser la Diaspora Burundaise ?

Trois préalables :

- 1) Reconnaître que l'Exilé Burundais n'est pas l'ennemi de la Nation
- 2) Intégrer l'Exilé dans la vie socio-économique de son pays d'origine
- 3) Faire appel à son appui et à ses conseils avisés

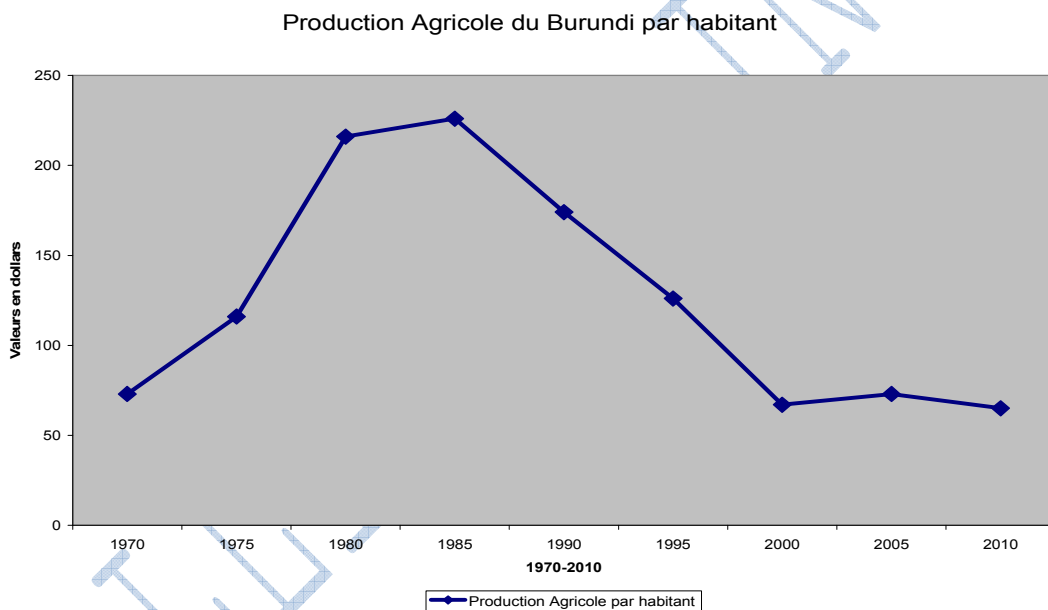
Posons-nous cette petite question simple : ***est-il vraiment nécessaire de mobiliser la Diaspora Burundaise pour le développement de son pays d'origine?*** Nous laissons chacun réfléchir, mais le graphique ci-dessous est suffisamment éloquent.

ALLIANCE INTORE
POUR UN PAYS INTEGRE TOURNE VERS UN AVENIR PROSPERE

L'économie burundaise est tombée très bas, au point de toucher le fonds :

- a. l'agriculture est l'indicateur le plus parlant de notre économie, et nous sommes sûrs que chaque Burundais le ressent dans son assiette et dans sa chair ;
- b. la production agricole du Burundi est tombée à un niveau inférieur à celui atteint en 1970. Ceci est juste un exemple parmi d'autres ;
- c. tous les secteurs de la production nationale sont au rouge. Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que nous avons l'impression que le gouvernement en place n'est pas inquieté par la situation que le Burundi et les Burundais vivent aujourd'hui.

Par conséquent, le slogan de l'Alliance INTORE: « *Le Burundi a besoin de tous ses filles et fils* » revêt bien toute son importance.



MOBILISATION DE LA DIASPORA, OUI, MAIS CETTE DERNIÈRE POSE DES PRÉALABLES :

1. D'abord, il faut que tout Burundais ou qu'il se trouve, se sente, non comme un ennemi de la Nation, mais un citoyen comme tant d'autres, qui aime son pays et qui est prêt à le servir. Comme cela a été rappelé tout au début de cette note, les Burundais ont quitté leur pays :

- ☞ à cause de la mauvaise gouvernance ;
- ☞ à cause des politiques d'exclusion ;
- ☞ à cause des massacres inter burundais ;
- ☞ à cause d'un manque de perspectives d'avenir pour nombre de jeunes.

Mais leur cœur est au Burundi, et ils sont Burundais. Mais le comportement de politiciens a été plutôt de les pointer du doigt comme des ennemis de la Nation. Nous avons même assisté à des situations où des délégués du Gouvernement se rendent dans les capitales européennes et américaines pour demander aux pays d'accueil de ces Exilés de les expulser dans leur pays d'origine, pour se retrouver de nouveau au chômage et dans la frustration.

Pendant ce temps, d'autres pays encouragent plutôt leurs citoyens de s'installer dans les pays d'accueil et de continuer à appuyer le pays à partir des pays d'accueil.

Voilà le dilemme des Burundais : **comment peut-on vous pourchasser et en même temps vous demander de contribuer au développement de votre pays ?**

- Il faut plutôt s'assurer de la sécurité de l'Exilé, de son bien-être là où il se trouve, et même de son intégration dans le pays d'accueil ;
- Il doit s'établir une confiance entre l'Exilé et son pays d'origine, comme entre un enfant parti à l'étranger et ses parents.

Il n'est pas nécessaire d'avoir les mêmes idées, les mêmes convictions politiques, encore moins le même Clan pour se sentir d'une même Nation.

2. Ensuite, l'Exilé doit être intégré dans la vie socio-économique de son pays d'origine.

Le premier préalable rempli, le deuxième devient évident :

- comme un père fait appel à son fils et sa fille, partis en Europe, en Amérique, en Asie ou ailleurs, pour régler un problème familial au Burundi ;

ALLIANCE INTORE
POUR UN PAYS INTEGRE TOURNE VERS UN AVENIR PROSPERE

- comme un père demande l'avis de son fils et de sa fille partis à l'étranger avant de vendre sa vache et sa chèvre pour pouvoir payer les frais de scolarité de l'enfant resté au pays ;
- comme le garçon et la fille partis à l'étranger pensent à leurs parents restés au pays et qu'ils les aident à régler leurs problèmes quotidiens tant qu'ils le peuvent par des transferts d'argent, ***la même approche devrait être adoptée entre l'Exilé et son pays d'origine.***

Le gouvernement du Burundi devrait veiller à ce que les Exilés soient associés dans la vie socio-économique et politique du pays.

Ceci suppose:

- une consultation permanente entre les Exilés et les Dirigeants de leur pays ;
- une écoute de part et d'autre ;
- un appui ;
- un partage d'information sur les opportunités, etcetera.

Ainsi, un Burundais perdu dans le fin fond d'Adelaïde, en Australie, se sentira Burundais, et travaillera pour que le Burundi et les Burundais retrouvent la prospérité et le progrès.

3. Enfin, il faut que l'Exilé où qu'il se trouve puisse donner des avis et conseils sur la vie de son pays d'origine et qu'il puisse contribuer à la construction de sa Nation.

Ceci va de soi si l'Exilé Burundais est intégré dans vie socio-économique de son pays. Dans ce contexte, il devrait être consulté sur les grands dossiers du pays dans les domaines politique, économique, social et culturel.

Certaines diasporas ont eu à donner des avis sur certains dossiers brûlants, mais malheureusement, leurs avis n'ont jamais été considérés.

De la même façon, le Gouvernement ne consulte les Diasporas que lors de l'approche des élections pour solliciter des voix. Des hauts dignitaires du Gouvernement passent dans les pays d'accueil de ces Exilés sans jamais sentir le besoin de les appeler pour un dialogue, et même pour leur demander comment ils vont et dans quelle mesure le Gouvernement peut les aider.

ALLIANCE INTORE
POUR UN PAYS INTEGRE TOURNE VERS UN AVENIR PROSPERE

Seuls ceux qui sont membres du parti au pouvoir, sympathisants ou appartenant à la même 'ethnie imaginaire' sont de temps à autre consultés.

Comment alors l'Exilé se sentira interpellé ou intégré à la vie socio-économique du pays, ou contribuer au développement du pays, s'il est mis à l'écart de l'information et si personne ne le consulte.

Voilà la problématique de nos dirigeants.

Dans nos éditions ultérieures, nous présenterons la Vision de l'Alliance INTORE sur la place de la Diaspora dans le Nouveau Système Politique pour que chacun :

- *trouve sa place dans la Nouvelle Nation ;*
- *se sente fier d'être qui il est ;*
- *et se mette au service des autres et de son pays selon ses capacités.*

Fait à Bujumbura le 10 Septembre 2013

ALLIANCE INTORE

**Secrétaire National en charge du Redressement du Développement Economique
Pierre Claver MUTAGA**

